



**FR**

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 3**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République du Bénin pour 2024-2025

**Document d'action « Programme d'Appui à la Société civile »**


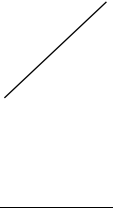
**PLAN D'ACTION PLURIANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVDCI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1. Tableau récapitulatif de l'action

<b>1. Intitulé CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	<b>Programme d'appui à la société civile</b> Référence opérationnelle OPSYS : ACT-62250 Financé au titre de l'instrument pour le voisinage, le développement et la coopération internationale (IVDCI-Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Non
<b>3. Zone Bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée à l'endroit suivant : République du Bénin
<b>4. Document de programmation</b>	Programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021-2027 pour le Bénin
<b>5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés</b>	Les mesures d'appui du PIP incluent un appui à la société civile (participation à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques ; soutien aux initiatives pilotes des organisations de la société civile (OSC) ; renforcement des capacités des OSC)
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	151. Gouvernement et société civile
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal : ODD 16 – <i>Paix, justice et institutions efficaces</i> Autres ODD importants : ODD 5- <i>Égalité des sexes</i> ; ODD 17 – <i>Partenariats pour la réalisation des objectifs</i>
<b>8 a). Code (s) CAD</b>	15150 – Participation démocratique et société civile – 100%
<b>8 b) Principal canal d'acheminement</b>	Gouvernement tiers (coopération déléguée) - 1300

<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
<b>10. Marqueurs</b> (À partir du formulaire CAD)	<b>Objectif général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes es handicapée	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>11. Marqueurs internes et balises</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>
Transformation numérique		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques		OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Connectivité		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche		<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Migration		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

	Réduction des inégalités	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire : <b>14.020120</b> Coût total estimé : <b>6 450 000 EUR</b> Montant total de la contribution du budget de l'UE : <b>6 450 000 EUR</b> Cette action est cofinancée en parallèle par l'Agence luxembourgeoise de Développement (LuxDev) pour un montant de 2 500 000 EUR			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Type de financement</b>	Gestion indirecte avec la ou les entités qui seront sélectionnées suivant les critères détaillés à la section 4.4.1			
<b>14. Type de mesures</b>	<input type="checkbox"/> Facilité de coopération <input checked="" type="checkbox"/> Mesures en faveur de la société civile			

## 1.2. Résumé de l'action

Au Bénin, la liberté d'association, le droit de s'organiser et de s'affilier à un syndicat, et la liberté religieuse, sont globalement préservés. Cependant, les Organisations de la Société Civile (OSC) qui mènent des activités sur des thématiques sensibles, comme la défense des droits humains, la lutte contre la corruption et le suivi de l'efficacité des politiques publiques, interviennent dans un climat plus tendu que par le passé.

L'action est alignée sur la priorité stratégique issue de la Communication de la Commission sur le rôle des Organisations de la Société Civile dans l'action extérieure de l'Union européenne (UE) : *une société civile responsabilisée est un élément essentiel de tout système démocratique*. Elle contribue à la mise en œuvre de politiques plus efficaces, équitables et durables, au développement, à la croissance inclusive, à la démocratie participative et est un acteur clé dans l'atteinte des ODD. L'action entend appuyer la société civile béninoise à être véritablement un acteur de gouvernance démocratique et de développement. Cela recoupe deux dimensions : à la fois être un acteur participant à l'action publique en mesure de faire entendre la voix des populations, et être un acteur en mesure de répondre aux sollicitations du gouvernement et des partenaires au développement. Pour cela, la société civile a besoin : de canaux de dialogue avec l'État, d'avoir un fonctionnement sain et des compétences d'analyse et de plaidoyer et enfin elle a besoin de financement.

L'action devrait contribuer en priorité à l'ODD 17 *Partenariats pour la réalisation des objectifs*, à l'ODD 16 *Paix, justice et institutions efficaces* et à l'ODD 5 *Égalité des sexes*. De plus, appuyer la société civile pour qu'elle soit un acteur efficace, efficient et crédible du développement est par définition une action transversale contribuant potentiellement à tous les ODD. La société civile est également un acteur favorisant les dialogues intersectoriels et inter-ODD par leur positionnement transversal.

## 1.3. Zone bénéficiant de l'action

L'action est réalisée dans la République du Bénin qui est inclus dans la liste des bénéficiaires de l'APD.

# 2 JUSTIFICATION

## 2.1.Contexte

Le Bénin fait figure de creuset de stabilité en Afrique de l'Ouest. L'influence croissante de Moscou en Afrique de l'Ouest et du Centre est observée de près et perçue avec inquiétude. Le Bénin se montre de plus en plus actif sur la scène sous régionale, inquiet des retombées économiques que l'instabilité des pays voisins peut avoir sur son économie.

Après une bonne performance au premier semestre 2023, l'économie béninoise a fait face à des chocs externes liés à la fermeture de la frontière avec le Niger en août 2023, suite aux sanctions économiques imposées par la CEDEAO après le coup d'État dans ce pays. Néanmoins, le taux de croissance de l'économie béninoise reste relativement élevé, autour de 6%.

Sur le plan politique, les réformes de 2018-2019 ont renforcé la stabilité politique du pays tout en limitant la représentativité des institutions. Néanmoins, les élections législatives du 8 janvier 2023 ont été saluées pour leur caractère inclusif et pacifique.

La situation sociale du pays reste fragile<sup>1</sup>, ce qui a amené le gouvernement à mettre les questions sociales au cœur de son deuxième mandat. Les inégalités persistent entre zones urbaines et rurales, notamment en termes d'accès aux services de base, d'opportunités économiques et professionnelles, et de pauvreté. Les zones rurales et les départements du Nord sont plus touchés par la pauvreté que le reste du territoire national et malgré une volonté politique et des progrès concernant la situation des femmes, le Bénin reste en retard en matière de lutte contre la faim, d'éducation et de santé avec des ODD (2, 3 et 4) qui montrent une tendance à la stagnation avec des défis majeurs qui persistent. Dans ce sens, en ce qui concerne le niveau de développement du capital humain au Bénin, celui-ci reste stationnaire depuis 2010, mais légèrement au-dessus de la moyenne (3,5). L'indice de l'égalité de genre de la Banque mondiale, conçu pour apprécier l'implication des femmes et des filles dans les institutions et programmes de l'éducation, de la santé, de l'économie et de la protection en vertu des lois et politiques qui la promeuvent, indique que le Bénin n'a pas avancé mais le Bénin fait légèrement mieux que ses pays voisins<sup>2</sup>. En revanche, bien que des défis persistent, le pays montre une tendance positive vers la réalisation des ODD 1 (pauvreté) et 10 (inégalités), et un progrès modéré peut être observé pour l'ODD 8 (travail décent). L'insécurité alimentaire au Bénin a fortement augmenté ces cinq dernières années, passant de 9.6 % des ménages en 2017 à 26% en 2022 (PAM 2022).

La situation sécuritaire continue de se dégrader au nord du Bénin. Entre janvier 2021 et juillet 2023, le pays a connu 193 incidents violents. Le Bénin est le pays le plus touché par l'élargissement de la crise sécuritaire à partir du Sahel vers la côte. Au vu de la dégradation importante de la situation sécuritaire à la frontière sahélienne, un focus est mis sur le nord du pays avec également des actions dédiées au développement territorial intégré et des investissements de la Banque européenne d'Investissement (BEI) dans le domaine de l'eau. Un appui budgétaire de soutien aux objectifs de développement durable (ODD) complète ces appuis en soutenant des réformes dans les domaines de la protection sociale, la gestion des finances publiques (la mobilisation des recettes et le contrôle), la formalisation de l'économie et la lutte contre le blanchiment d'argent.

En lien avec la stratégie Global Gateway, le Bénin et l'Union européenne devraient investir dans l'énergie, le transport, l'agriculture durable et la création d'emplois, en intégrant la perspective de genre, l'approche des droits humains et l'inclusion des personnes en situation de handicap. Ceci est aligné avec le Plan d'action de l'UE sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans les relations extérieures 2020-2025, en particulier au domaine d'engagement : renforcer les droits économiques et sociaux et autonomiser les filles et les femmes<sup>3</sup>. De même, le plan de mise en œuvre au niveau pays réalisé par la Délégation de l'UE au Bénin établit comme priorité l'autonomisation socio-économique des femmes, que ce soit au niveau de l'accès à l'éducation, jusqu'à leur intégration dans les instances de prises de décision économiques, en passant par leur accès aux ressources financières et productives et par leur implication dans le tissu entrepreneurial du pays.

La stratégie d'intervention de l'UE au Bénin se concentre sur trois initiatives phares/initiatives Équipe Europe, à savoir « #1 - Croissance durable et emploi pour les jeunes » avec un focus sur l'éducation et la formation professionnelles et techniques, « #2 - Investir dans l'énergie verte » et un « #3 - Port de Cotonou et littoral durables ». Elle tient compte du potentiel de croissance et de résilience économique du Bénin ainsi que des défis sociaux et sécuritaires qui fragilisent la consolidation de son économie.

L'objectif est de contribuer à déclencher le potentiel transformateur du pays en accompagnant sa transition verte (particulièrement énergétique, notamment via un appui budgétaire sectoriel) ; en valorisant son capital humain

<sup>1</sup> Le taux de pauvreté s'élève à 38%

<sup>2</sup> Rapport de l'évaluation du genre au Bénin, *Participation des femmes aux opportunités économiques et aux prises de décisions* | La Banque Mondiale (BIRD-IDA), Janvier 2021, p.36

<sup>3</sup> [Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, Plan d'Action de l'union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes \(GAP III\), référence JOIN\(2020\) 17 final, 25.11.2020](#) saluée par les conclusions de la Présidence de l'UE du 16 décembre 2020, approuvées par 24 États membres.

(développement de centres de formation professionnelle et de systèmes de protection sociale, soutien à l'entrepreneuriat avec un accent sur les jeunes et les femmes également avec un prêt de la BEI) et naturel (protection des zones d'intérêts écologiques) ; en consolidant son rôle stratégique dans la région par le renforcement du Port de Cotonou comme point de connexion au marché régional et global (augmentation de la capacité des acteurs, réduction du coût et du temps moyen d'acheminement des marchandises sur les corridors, etc.).

L'appui à la société civile qui est inclus dans les mesures d'appui du PIP 2021-2027 est décliné en trois axes : (i) Renforcement de la participation de la société civile - en intégrant la perspective de genre, l'approche basée sur les droits et la prise en compte des personnes en situation de handicap -, dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques ; (ii) Renforcement des capacités de la société civile et (iii) Soutien aux initiatives pilotes des Organisations de la Société Civile (OSC).

Au Bénin, si de manière générale, la liberté d'association, le droit de s'organiser et de s'affilier à un syndicat et la liberté religieuse, semblent globalement préservés, les OSC qui mènent des activités sur des thématiques jugées sensibles, comme la défense des droits humains, la lutte contre la corruption et le suivi de l'efficacité des politiques publiques, interviennent dans un climat plus anxiogène que par le passé<sup>4</sup>. En général, les OSC interviennent dans un contexte institutionnel et politique, caractérisé par un processus en cours depuis 2013, qui vise à faire adopter une nouvelle loi sur la société civile au Bénin. En 2019, l'UE avait jugé l'avant-projet de loi trop prescriptif (par exemple, en définissant les domaines d'action ou en réglementant la collaboration des associations sur le terrain), restrictif par rapport aux normes régionales et internationales en vigueur pour ce type de texte, et en décalage important par rapport aux objectifs affichés.

L'Union européenne est le premier partenaire du Bénin avec une stratégie d'engagement envers la société civile élaborée de manière participative<sup>5</sup> et le seul à appuyer les efforts de renforcement de capacités et de structuration de la société civile en particulier. Tous les autres partenaires bilatéraux, dont les États membres (Belgique, France, Pays-Bas, Allemagne), et partenaires multilatéraux soutiennent financièrement des projets de la société civile ou confient la mise en œuvre de projets à la société civile. En outre, la Coopération suisse fournit des appuis institutionnels à certaines Organisations de la Société Civile béninoise et dispose depuis 8 ans d'un programme sur la redevabilité. Plusieurs Organisations de la Société Civile sont partenaires des initiatives Équipe Europe au Bénin.

La feuille de route 2021-2023 de l'Union européenne pour l'engagement avec la société civile au Bénin relève que « la société civile béninoise se caractérise par une grande hétérogénéité et un fort dynamisme qui se traduisent par un maillage territorial intense, un important capital de ressources humaines et matérielles et des réussites indéniables. Elle est constituée d'un vaste complexe d'organisations et d'institutions, formelles et informelles, qui se positionnent sur un large éventail d'enjeux »<sup>6</sup>. L'action répondra en particulier aux deux premières priorités de la feuille de route de l'engagement de l'Union européenne envers la société civile pour la période 2021-2023 adoptée par la Délégation de l'Union européenne et les États membres en décembre 2020, à savoir : i) La participation de la société civile à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des politiques publiques à l'échelle locale et nationale est effective y compris dans la lutte contre la corruption ; ii) La société civile est renforcée dans ses capacités (gouvernance, plaidoyer, solidarité inter associative)<sup>7</sup>.

Au Bénin, le lien entre société civile et démocratie est inhérent à la reconnaissance du secteur. En effet, l'essor de la société civile béninoise s'observe à partir de 1990 et l'avènement de la démocratie béninoise. Ce vent de liberté s'est traduit par un fort engagement civique et pour le bien-être des plus vulnérables. Depuis le Consensus de Cotonou<sup>8</sup> (produit des États généraux de 2018<sup>9</sup>), les principaux protagonistes de la société civile se sont accordés pour considérer que la société civile est constituée de quatre composantes : associations, organisations non gouvernementales (ONG), organisations socioprofessionnelles et syndicats.

Par ailleurs, il existe au Bénin une « Maison de la Société Civile » (MdSC), une association de droit privé béninois sans but lucratif, qui regroupe 1551 OSC membres en 2024, intervenant dans différents domaines de

<sup>5</sup> Feuille de Route pour l'engagement de l'UE avec la société civile au Bénin 2021-23 – voir Annexe 1

<sup>6</sup> Feuille de route 2021-23 de l'Union Européenne pour l'engagement avec la société civile au Bénin

<sup>7</sup> Feuille de route 2021-23 de l'Union Européenne pour l'engagement avec la société civile au Bénin.

<sup>8</sup> <https://www.mdscbenin.org/la-societe-civile-au-benin/>

<sup>9</sup> États généraux de la société civile au Bénin - Du recentrage du concept à la structuration et à la professionnalisation des organisations de la Société Civile pour un développement durable.

développement au Bénin. La MdSC se distingue des autres organisations par son statut de centre de ressource aux OSC et par sa visibilité à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. Son positionnement auprès de l'État et de ses bailleurs lui confère un statut qui lui permet de contribuer au renforcement de la société civile comme acteur majeur de développement.

L'Union européenne s'attache par ailleurs à instaurer un dialogue structuré et constant avec les OSC, facilité par la prise en compte transversale de l'appui à la société civile dans les programmes sectoriels et de gouvernance, y compris les initiatives Équipe Europe et les projets phares en lien avec la stratégie Global Gateway de l'Union européenne, et par leur implication dans le suivi rapproché de la feuille de route de l'engagement de l'Union européenne et de ses États membres avec la société civile. Un appui spécifique est en cours à ce niveau.

La présente action est nécessaire également pour renforcer les capacités de la société civile à répondre à cet impératif d'inclusion sociale. Dans le cadre de la stratégie Global Gateway, et de l'approche à 360°, le dialogue avec la société civile revêt un caractère central pour assurer la prise en compte des intérêts et besoins, en particulier des plus vulnérables, notamment les femmes et les personnes en situation de handicap. La société civile est l'acteur de la redevabilité des projets phares de la stratégie Gateway. Or, la société civile béninoise aujourd'hui n'a pas toujours accès à l'information et les capacités d'analyse pour répondre à ces exigences de redevabilité.

## 2.2. Analyse des problèmes

Dans un contexte où l'État béninois est très volontariste avec de grands projets d'infrastructures, de grands chantiers économiques et sociaux, le rôle d'appui et de contrôle, de redevabilité de la société civile est primordial pour l'équilibre du pays.

La société civile au Bénin ne remplit pas cette fonction pour les raisons suivantes :

- Un climat de méfiance réciproque entre l'État et la société civile et dans une moindre mesure, entre les communes et la société civile<sup>10</sup>. L'implication de la société civile dans le suivi des politiques sectorielles se limite encore à des consultations et une sélection unilatérale des représentants de la société civile dans les mécanismes de participation ou de dialogue, aussi bien au niveau national que local<sup>11</sup>.
- La mobilisation citoyenne reste relativement limitée, des efforts importants sont à faire pour renforcer la citoyenneté à la base. Des dynamiques collectives au profit de l'intérêt général doivent également être renforcées.
- Un manque de capacité d'analyse et de prospective des OSC<sup>12</sup> face aux multiples enjeux locaux, nationaux, régionaux et mondiaux.
- Une certaine concurrence entre la Maison de la Société civile et les faïtières lorsqu'il s'agit de représenter la société civile.
- Une gouvernance interne trop faible, et insuffisamment redevable, avec un paradoxe courant : un renouvellement important du personnel et à l'inverse la perpétuation des dirigeants historiques.

<sup>10</sup> Au niveau local, la décentralisation a ouvert de nouveaux types de partenariats entre les OSC et les collectivités territoriales. Après des débuts parfois polémiques, des formes de collaboration variées se sont progressivement mises en place. Les communes ont toujours des limitations dans leurs capacités de financement des OSC, mais ne sont pas en reste en ce qui concerne la délégation de gestion de service public aux OSC, dans les domaines de compétences communales.

<sup>11</sup> Quelques bonnes expériences existent qui ne sont ni capitalisées ni mises à l'échelle. L'État réclame l'identification d'interlocuteurs de la société civile qui fassent l'unanimité et la société civile réclame plus de transparence, de prévisibilité et de sincérité dans la démarche d'inclusion. Le manque de coordination entre le ministère des Affaires sociales et les OSC agissant dans le domaine de la promotion et la protection des femmes pourrait être une parfaite illustration. Ces OSC sont nombreuses, le ministère a des contacts avec certaines mais pas sur une base transparente. La promotion et la protection des femmes est un domaine pour lequel il y a une volonté politique manifeste et forte. C'est un domaine qui illustre également parfaitement comment l'État a besoin des OSC pour atteindre ces objectifs. Certaines OSC de défense des droits humains ont su se faire une place auprès de l'État qui fait appel à elles pour mener des revues de politique par exemple.

<sup>12</sup> Les OSC béninoises sont en réaction plutôt qu'en anticipation face aux enjeux majeurs du développement et l'avènement de stratégies mondiales (ODD par exemple). Elles ont toujours su s'adapter, quoique parfois de façon opportuniste (financements à la clé).

- Les organisations de femmes<sup>13</sup>, les organisations de défense des droits des personnes vivant avec handicap, ou encore les organisations des défenses des droits des personnes LGBTIQ restent, dans ce contexte, fragiles et peinent souvent à obtenir le financement de leurs actions.
- Les OSC de défense des droits des personnes LGBTIQ sont quasiment absentes du paysage. Elles existent mais font profil bas. Néanmoins, à l'inverse des autres, leurs interventions traduisent une certaine réflexion stratégique intéressante.
- Les OSC de protection de l'environnement sont également peu nombreuses même si leur rôle réglementaire dans les études d'impact environnementale et social leur confèrent une place et un rôle à part par rapport à l'État.
- Les organisations de promotion et de protection des droits humains souffrent des mêmes difficultés financières, affrontent souvent des obstacles politiques et leur travail peut être politiquement mis en cause (exemple de la Plateforme Électorale des OSC). Elles sont sans doute les plus touchées par les restrictions de l'espace civique et deux ou trois d'entre elles monopolisent l'espace. Celles-ci bénéficient d'une certaine marge de manœuvre avec les autorités mais elles demeurent dans une sorte de précarité avec une certaine ligne rouge à ne pas franchir sans que celle-ci ne soit claire.
- La MdSC affronte des défis stratégiques et opérationnels, structurels autant que conjoncturels, largement pris en compte dans son plan stratégique. Le plus grand défi reste celui de son positionnement dans le paysage associatif qui a été dévié par un financement externe conséquent l'éloignant de sa base et de ses missions constitutives.
- Il existe une dépendance historique forte aux financements de projets par des donateurs internationaux. Cela conduit à une identité faible des OSC, qui tendent à s'aligner sur les tendances et priorités des bailleurs. L'inconsistance des financements, souvent liée à des projets à court terme, entrave le développement organisationnel et la capacité à démontrer des impacts significatifs, en particulier dans les initiatives de changement de comportement.
- Un groupe restreint d'organisations dispose de ressources humaines qualifiées d'un point de vue professionnel. Mais la grande majorité des organisations ne dispose que de personnel bénévole et ne recrute des professionnels que lorsqu'un projet est financé. Cela engendre un manque de spécialisation et d'expertise interne.
- Enfin, il y a une inadéquation du mode actuel de financement des Organisations de la Société Civile (OSC) au Bénin par rapport à leurs besoins croissants. La plupart des OSC ont des activités irrégulières et de longues périodes d'inactivité faute de financements externes. Les préoccupations de survie dominent.

**Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :**

Le paysage au niveau national est occupé par un petit nombre d'organisations d'envergure nationale capable de contribuer à la gouvernance démocratique et au développement du Bénin par un dynamisme certain de création d'OSC au niveau local.

Ces petites organisations, souvent locales aux moyens et capacités limitées, se regroupent en faitières qui seront largement consultées et associées dans la mise en œuvre du projet. Nommons en particulier :

- WANEP-Bénin qui coordonne la Plateforme Électorale des OSC (PEOSC) ;
- Social Watch Bénin (SWB) et ALCRER (Association de Lutte Contre le Racisme, l'Ethnocentrisme et le Régionalisme) qui exercent un travail constant dans le domaine du suivi budgétaire et des réformes du secteur de la justice ;
- La Plateforme des Acteurs de la Société civile au Bénin (PasciB) spécialisée aujourd'hui dans le développement du secteur agricole ;
- Les plateformes nationales travaillant sur la fourniture des services essentiels : la Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles du Bénin (PNOPPA), la Plateforme Nationale des

<sup>13</sup> Ces défis sont d'autant plus criards si l'on parle en particulier des OSC de femmes, féministes ou de défense des droits des femmes. Quelques-unes sont bien établies et opèrent depuis de nombreuses années mais bon nombre d'entre elles sont jeunes et inexpérimentées.

Utilisateurs des Services de Santé (PNUSS), le Partenariat National de l'Eau du Bénin (PNE Bénin), et enfin la Coalition des OSC du Bénin pour la Couverture Universelle en Santé) (COBCUS) ;

- Les réseaux d'organisations de femmes : le Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'Espace CEDEAO (REPSFECO), le Réseau pour l'Intégration des Femmes des Organisations Non Gouvernementales et Associations Africaines (RIFONGA), et le Women in Law and Development in Africa (WILDAF) ;
- Enfin, le Conseil des Activités Éducatives du Bénin (CAEB), le Réseau des Structures de Protection des Enfants en Situation Difficile (RESPED) et la Fédération des Associations de Personnes Handicapées du Bénin (FAPHP), qui défendent tous l'inclusivité et l'intégration des personnes les plus vulnérables.

La Maison de la Société Civile (MdSC) est une structure créée en 2007, en phase de consolidation, qui a pour objectif global de contribuer à faire de « la Maison de la Société Civile une organisation mobilisatrice, incontournable, autonome, apolitique, grande et professionnelle offrant des services de qualité à la société civile béninoise et reconnue par les pouvoirs publics comme une véritable force d'action dans le paysage institutionnel du Bénin ». Des débats sont néanmoins en cours sur son rôle, ses méthodes et son positionnement. La MdSC souffre régulièrement d'un manque de capacité interne, ce qui affecte souvent la mise en œuvre de ses programmes, mais dispose d'atouts considérables pour devenir l'organisation de niveau 4 dont le monde associatif béninois a besoin.

Sur le plan public, les structures suivantes sont concernées par les activités des OSC :

- Le Ministère du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale (MDCAG) a le mandat idoine pour renforcer la capitalisation et la mise à l'échelle des bonnes pratiques issues de la concertation régulière des ministères sectoriels et des OSC.
- La Direction des Relations avec les Institutions et de la Promotion des Dynamiques Sociales (DRIPDS), logée au Ministère de la Justice et de la Législation (MJL), a pour mission de « proposer des actions susceptibles d'induire une relation permanente, harmonieuse et apaisée entre le gouvernement, les institutions constitutionnelles de la République, les partis politiques et les organisations de la société civile » (art. 69 du Décret n°2016-425). Ce Décret n°2016-425 donne de larges attributions à la DRIPDS pour organiser et formaliser le dialogue État/communes et société civile et pour suivre/coordonner la mise en œuvre des appuis de l'État et des partenaires techniques et financiers (PTF) en direction de la société civile. Pour l'heure, la DRIPDS n'est pas assez présente dans l'exercice des missions qui lui sont assignées faute de financement des activités prévues dans leur plan d'action. Le présent programme devrait lui permettre de retrouver un certain dynamisme dans l'animation du dialogue avec la société civile et l'appui réglementaire également. Il y a un défi interne de coordination intra-gouvernementale entre la DRIPDS et les autres départements ministériels.
- Le Département de la Promotion de la Femme et du Genre (DPFG), du ministère des Affaires Sociales, assure la mise en œuvre de la politique de l'État en matière de promotion du genre et de l'autonomisation de la femme. À ce titre, elle est chargée en liaison avec les ministères et structures techniques concernés entre d'autres de : contribuer à la conception et à la mise en œuvre des programmes de promotion de l'égalité et de l'équité sur les plans éducatifs, social, économique, culturel, politique et juridique ; coordonner, promouvoir et évalue les actions des réseaux œuvrant pour la promotion de l'égalité et de l'équité de genre et le bien-être des populations ; impulser la vie associative féminine et susciter l'esprit entrepreneurial chez la femme en synergie avec toutes les autres structures publiques ; et d'assurer le suivi des programmes, des résolutions et recommandations des rencontres nationales et internationales en faveur de la promotion de l'équité et de l'égalité de Genre.
- De manière générale, les ministères sectoriels qui sont encouragés à associer la société civile parmi leurs partenaires.

Concernant les bailleurs de fonds, aux côtés de l'Union européenne, plusieurs PTF mènent des actions spécifiques en faveur de la société civile et/ou en intègrent l'approche de manière transversale dans leurs programmes : l'Agence belge de Développement (ENABEL), l'Agence française pour le Développement (AFD), l'Ambassade du Canada, l'Ambassade des Pays-Bas, l'Agence luxembourgeoise de Développement (LuxDev) et la Coopération suisse (notamment via ses programmes gouvernance (AGORA et Redevabilité) et genre (PAEG)).



### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1. Objectifs et produits

L'**objectif général** de cette action est « La société civile béninoise est acteur de gouvernance démocratique et de développement, à la fois acteur crédible en mesure de faire entendre la voix des populations, et acteur en mesure de répondre aux sollicitations des pouvoirs publics et des partenaires ».

Les **objectifs spécifiques** de cette action sont :

- OS1 : Le dialogue État - société civile permet une meilleure transparence mutuelle et de déconstruire la méfiance mutuelle entre les autorités publiques et la société civile, tout en intégrant l'approche basée sur les droits, la dimension de genre et tenant compte des personnes en situation de handicap ;
- OS2 : La Maison de la Société Civile (MdSC) est un véritable centre de ressources au service des OSC ;
- OS3 : Un mécanisme de financement pérenne de la société civile béninoise est mis en œuvre de façon transparente et performante.

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants :

- **1.1. contribuant à la réalisation 1 (ou à l'objectif spécifique 1)** : Un mécanisme de dialogue structuré se met en place entre les institutions publiques et la société civile au niveau national et au niveau local, tenant compte de la perspective de genre et des droits humains ;
- **1.2. contribuant à la réalisation 1 (ou à l'objectif spécifique 1)** : Les capacités d'analyse et d'action collective de la société civile sont renforcées ;
- **1.3. contribuant à la réalisation 1 (ou à l'objectif 1)** : Une culture de redevabilité mutuelle est promue ;
- **2.1. contribuant à la réalisation 2 (ou à l'objectif spécifique 2)** : La MdSC développe son offre de services adapté aux besoins de la société civile ;
- **2.2. contribuant à la réalisation 2 (ou à l'objectif spécifique 2)** : La MdSC renforce son rôle de coordination et de structuration de la société civile ;
- **2.3. contribuant à la réalisation 2 (ou à l'objectif spécifique 2)** : La MdSC développe un modèle économique durable ;
- **3.1. contribuant à la réalisation 3 (ou à l'objectif spécifique 3)** : Un mécanisme de financement est mis en place ;
- **3.2. contribuant à la réalisation 3 (ou à l'objectif spécifique 3)** : Un ancrage national d'un mécanisme de financement pérenne et multipartenaires est recherché.

#### 3.2. Activités indicatives

##### Activités liées au produit 1.1 :

- Appui à la capitalisation et la mise à l'échelle des bonnes pratiques issues des mécanismes de concertation et financement État/communes et Société Civile (une priorisation pourra être effectuée prenant en compte le PIP du Bénin et les 3 Initiatives Equipe Europe);
- Appui à la mise en place d'un guide à l'intention des Ministères sur le dialogue et les relations avec la société civile ;
- Appui à l'évaluation et à l'intégration par les autorités des contributions des OSC béninoises et internationales en vue de l'atteinte des objectifs de développement durable au Bénin.

##### Activités liées au produit 1.2 :

- Renforcement de capacités des réseaux et faîtières d'OSC dans l'élaboration d'initiatives collectives (campagne de plaidoyer et d'influence, élaboration de documents de position, de rapports alternatifs des OSC sur des thématiques majeures, de rapports annuels sur l'état de la société civile, en intégrant la

perspective de genre, l'approche basée sur les droits humains et l'inclusion des personnes en situation de handicap, etc.)

- Appui en renforcement de capacités dans l'élaboration de plans de communication digitaux pour renforcer la visibilité de ces initiatives collectives y compris via les médias sociaux ;

Élaboration d'une cartographie des OSC actives dans les domaines prioritaires du Programme d'action gouvernementale et de la stratégie Global Gateway, analyse de leurs besoins en renforcement de capacités et en synergie d'action.

### **Activités liées au produit 1.3 :**

- Soutien aux mécanismes de veille citoyenne et aux initiatives de redevabilité mutuelle ;
- Promotion de la bonne gouvernance des OSC : capacitation des OSC partenaires en Légimité, Transparence et Redevabilité (mis en œuvre de systèmes organisationnels de reddition des comptes) - tout en intégrant la perspective basée sur l'égalité des sexes.

### **Activités liées au produit 2.1 :**

- Soutien au développement organisationnel de la MdSC, et appui à l'élaboration des stratégies actualisées de la MdSC (partenariat, influence et plaidoyer ; communication axée sur la redevabilité ; mobilisation des ressources ; capitalisation et gestion des connaissances) ;
- Construction d'un siège moderne de la MdSC dans le respect des règles environnementales en cherchant à minimiser l'impact environnemental et maximiser l'impact positif social et environnemental ;
- Mise en place, au sein de la MdSC, d'une unité chargée du renforcement des capacités des différentes catégories d'OSC membres et conception et mise en œuvre d'une stratégie de déploiements du vivier pour l'accompagnement/coaching des OSC membres sur le terrain (à la demande et à l'occasion des appels à propositions du résultat 3) ;
- Développement de modules de formation (adaptés aux besoins spécifiques des différentes catégories d'OSC membres) : Influence, Plaidoyer et interpellation, Partenariat, Communication axée sur la redevabilité, Capitalisation et gestion des connaissances, Digitalisation et Intelligence Artificielle, Financement, Politique de Protection contre l'Exploitation, les Abus et le Harcèlement sexuels (PSEAH) et durabilité environnementale et la responsabilité sociale des OSC ;
- Renforcement des capacités du vivier national de formateurs/trices (formations de formateurs/trices) ;

### **Activités liées au produit 2.2 :**

- Appui à la réflexion sur la place et le rôle des Pools thématiques (regroupement d'OSC par thématique et par département mis en place par la MdSC) pour renforcer la logique de mise en réseau des acteurs d'OSC renforcées et de promotion des communautés de pratique pour favoriser l'apprentissage par les pairs ;
- Conduite de réflexions collectives autour de la question de la 'représentation' de la société civile dans les instances de gouvernance et espaces de dialogue, et de la qualité des représentants, tenant compte de la perspective de genre et l'approche basée sur les droits humains ;
- Examiner les possibilités d'interaction avec des plateformes nationales, régionales et internationales (tels que la Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg (FEDAS) et le Cercle de coopération au Luxembourg).

### **Activités liées au produit 2.3 :**

- Mise en place d'une unité de mobilisation des ressources pour la MdSC et au service des OSC membres ;
- Renforcement du dispositif de veille et d'alerte sur les opportunités de financement ;
- Renforcement des capacités d'élaboration de projets et de soumission à des appels concurrentiels ;
- Diversification de l'offre de services en direction des OSC et leurs partenaires (pour les plateformes et organisations de membres) : Examiner la faisabilité d'un modèle fiduciaire permettant de fournir des services à moindre coût aux microstructures pour améliorer la transparence et la facilité de gestion ; Envisager la

création d'un pôle juridique ou d'un bureau d'aide juridique pour les microstructures en matière de droit du travail.

- Mise en œuvre et suivi d'une stratégie partenariale avec les principales parties prenantes de la MdSC ;
- Mobilisation du secteur privé national et du mécénat local ;
- Coordination des campagnes et des opérations de levée de fonds.

#### **Activités liées au produit 3.1 :**

- Élaboration des lignes directrices de gestion du dispositif de financement des OSC ;
- Mise en place de différents guichets de financement thématiques et/ou réservés à certains types d'acteurs (féministes, organisations de défense des droits des femmes, organisations de protection de l'environnement, organisations de défense de personnes marginalisées (tels que les personnes vivant avec un handicap, les personnes homosexuelles), guichet veille citoyenne ; guichet plaidoyer collectif, guichet populations vulnérables, etc.) ;
- Organisation du suivi des projets financés et des sessions du comité de pilotage du fonds ;
- Capitalisation et diffusion nécessaire des résultats et impacts obtenus des projets financés.

#### **Activités liées au produit 3.2 :**

- Organisation (à titre expérimentale) d'événements publics regroupant les mécènes et donateurs émergents nationaux, en vue du financement de la société civile ;
- Réflexion autour de la mise en place d'un fonds pour l'innovation sociale, ouvert à des partenariats publics-privés, en réponse à un impératif de repenser l'apport de la société civile et des acteurs socialement responsables au développement ;
- Organisation d'une table ronde impliquant l'État, les partenaires techniques et financiers (PTF) et bailleurs de fonds internationaux, régionaux, et nationaux émergents pour la mise en place du Fonds multi-bailleurs d'innovation sociale et ses modalités opérationnelles.

### **3.3. Intégration des questions transversales**

L'action devrait contribuer en priorité à l'ODD 17 *Partenariats pour la réalisation des objectifs* à l'ODD 16 *Paix, justice et institutions efficaces* et à l'ODD 5 *Égalité des sexes*, et de manière indirecte potentiellement à tous les ODD via les actions innovantes de la société civile que l'action pourrait soutenir. Appuyer la société civile pour qu'elle soit un acteur efficace, efficient et crédible du développement est par définition une action transversale contribuant potentiellement à tous les ODD. La société civile est également un acteur favorisant les dialogues intersectoriels et inter-ODD par leur positionnement transversal.

Les OSC sont les acteurs qui sont le plus proches des personnes vulnérables et marginalisées. Les renforcer concourent à l'amélioration de la situation de ces personnes. Un guichet de financement pourrait être consacré aux actions de la société civile à destination des plus vulnérables. Les financements liés à des services sociaux de base pourraient cibler en majorité des populations vulnérables et marginalisées.

#### **Protection de l'environnement & Changement climatique**

**Résultats de l'examen préalable à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'examen préalable à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie B (une évaluation des incidences sur l'environnement n'est pas requise mais des aspects environnementaux seront évalués dans la formulation).

**Résultats de l'examen préalable à l'évaluation des risques climatiques (ERC)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable à l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

---

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des filles**

Selon le code DAC de l'OCDE sur le genre identifié dans la section 1.1, cette action est considérée comme G1. Cela implique que cette action agisse aussi à l'endroit des organisations de femmes, des organisations de défense et de promotion des droits des femmes et des organisations féministes au Bénin dont les spécificités seront dûment prises en compte. Ce projet a le potentiel d'appuyer le dialogue État-société civile sur cette thématique, de renforcer les capacités collectives d'actions de ces organisations, et également de renforcer leurs capacités d'analyse, de structuration, d'organisation ainsi que de les financer. Par ailleurs, la transversalité du genre dans les activités de la MdSC sera recherchée, y compris dans les recrutements de personnel ou de coach-formateurs. Les OSC sont également des pourvoyeurs importants d'emploi et notamment pour les femmes.

Le projet veillera également à une représentation et participation équitable des femmes et des filles au sein des organisations ciblées par cette action. Au niveau technique, les indicateurs sensibles au genre seront inclus dans le système de suivi et d'évaluation (rapports des bénéficiaires, évaluations externes, etc.) et toutes les données seront désagrégées par sexe au minimum.

---

### **Droits humains**

Cette action incarne l'approche basée sur les droits humains en faisant de la société civile un acteur de la participation et de l'accès à la prise de décision (pilier 2), un acteur de la transparence et de l'accès à l'information (pilier 3), un acteur de redevabilité et d'état de droit pour tous (pilier 4). L'action ambitionne de permettre à la société civile d'être cet acteur au service de tous sans discriminations. L'action ambitionne de permettre à toutes les OSC sans autre considération que leur légitimité de se renforcer pour devenir cet acteur et le rester.

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes CAD de l'OCDE sur le handicap mentionnés dans la section 1.1, cette action est étiquetée comme D1. Cela implique que l'action est pertinente pour améliorer les droits des personnes vivant avec un handicap en ciblant les organisations spécialisées sur l'inclusion des personnes vivant avec handicap. Ce projet a le potentiel d'appuyer le dialogue État-société civile sur cette thématique, de renforcer les capacités collectives d'action de ces organisations, mais également de renforcer leurs capacités d'analyse, de structuration, d'organisation et de les financer. Par ailleurs, les recrutements de personnel ou de coach-formateurs devront être sensibles à l'emploi des personnes vivant avec handicap.

---

### **Démocratie**

L'action forte et engagée de la société civile est inhérente à l'avènement de la démocratie béninoise. Elle demeure un élément, un acteur indispensable dans son bon fonctionnement. Prendre part dans une association est signe d'implication sociale et politique au sens premier du terme (engagement dans la cité). Renforcer la place de la société civile concourt à renforcer la démocratie en ce qu'elle active les mécanismes de redevabilité, le dialogue avec les gouvernants, le contrôle et le suivi des politiques publiques, le partage de responsabilités, le partage des tâches, la collaboration et la coordination.

---

### **Autres: migration et déplacement forcé**

Cette action vise l'intégration de la migration et du déplacement forcé, contribuant ainsi à des résultats de gouvernance et de développement plus inclusifs et efficaces au renforcement de la gouvernance démocratique et de la justice sociale.

---

### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

La situation au Nord du Bénin présente des défis majeurs pour la paix et la résilience en raison de la menace djihadiste qui se sert des tensions préexistantes (entre éleveurs et agriculteurs par exemple). La société civile est au premier rang dans ce combat pour la stabilité du Nord du Bénin. Renforcer la société civile, c'est renforcer son action dans le Nord en complémentarité avec l'État et au plus proche des populations qui subissent cette violence. La Délégation de l'Union européenne au Bénin dispose d'une analyse des conflits dans laquelle la société civile est identifiée comme un acteur de premier plan pour l'anticipation et la résolution de potentiels conflits. En particulier, sur cette action, de potentielles tensions, internes et externes, sont à prendre en compte autour des réformes à entreprendre par la MdSC. La MdSC et ces faïtières devront travailler ensemble afin de retrouver un climat apaisé de collaboration franche.

### 3.4. Risques et enseignements tirés

<b>Catégorie</b>	<b>Risques</b>	<b>Probabilité (haute/ moyenne/faible)</b>	<b>Impact (haut / moyen/ faible)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
Environnement externe	Rétrécissement des espaces de liberté pour la société civile	Moyenne	Haut	Maintien du dialogue politique avec le gouvernement
	Les autorités ne s'engagent pas dans un dialogue transparent et franc avec la société civile	Moyenne	Moyen	Maintien du dialogue politique avec le gouvernement
	La société civile ne parvient pas à s'unir pour dialoguer avec l'État	Moyenne	Haut	Activités de renforcement des capacités collectives de plaidoyer et travail sur l'engagement pour l'intérêt général
	Manque de coordination entre les PTF	Moyenne	Moyen	Maintien du dialogue et du plaidoyer pour plus de coordination
Personnes et organisation	Réticences du personnel et des dirigeants de la MdSC, à accepter les changements nécessaires	Haute	Haut	Un important travail sera mené en amont du projet pour auditer le fonctionnement de la Maison de la société civile et l'accompagner dans un nécessaire assainissement
	Conflictualité interne de la société civile et concurrence entre OSC	Moyenne	Haut	Transparence dans l'octroi des subventions, le partage d'informations et les activités en général ; activités de renforcement des coalitions d'acteurs ; démontrer qu'ensemble on est plus fort ; veiller à l'inclusion de tous et toutes
	La MdSC ne parvient pas à faire la transition vers un mode de fonctionnement assaini	Moyenne	Haut	Un appui sera apporté en amont du projet dans ce processus de transition
Légalité et réglementation	Le Parlement vote une loi sur les associations comportant des aspects	Faible	Haut	Maintien du dialogue politique

	restrictifs pour les libertés			
Égalité de genre	Une analyse de contexte et de problèmes qui ignorent le genre, neutre ou négative pourrait renforcer les inégalités de genre existantes et entraver la réalisation des droits humains dans le secteur, tout en compromettant l'efficacité et la durabilité de l'action.	Moyenne	Moyen	Les connaissances et les outils de l'intégration de la dimension de genre sont disponibles. Un suivi sensible au genre est utilisé.  L'intégration de la dimension de genre est appliquée à toutes les phases des services de soutien.

### Enseignements tirés :

L'Union européenne s'attache à instaurer un dialogue structuré et constant avec les OSC, notamment avec le financement des projets OSCAR (Organisations de la Société Civile Appuyées et Renforcées, 2006-2009), PSCC (Programme Société Civile et Culture, 2009-2013) et le dernier en date, le RePaSOC (Renforcement et Participation de la Société Civile, 2016-2021, financé par le 11<sup>e</sup> Fonds européen de Développement). Ce dialogue est également facilité aujourd'hui par la prise en compte transversale de l'appui à la société civile dans les programmes sectoriels et de gouvernance et par leur implication dans le suivi rapproché de la feuille de route de l'engagement de l'Union européenne et de ses États membres avec la société civile<sup>14</sup>.

La principale leçon à tirer des projets passés de l'Union européenne en faveur de la société civile est un questionnement légitime sur la pérennité de tels appuis. Il s'agit aujourd'hui de mettre en place des mécanismes moins dépendants des cycles de programmation des bailleurs de fonds et d'assurer une autonomie locale.

Dans l'optique d'un renforcement global de la société civile béninoise, voici quelques leviers significatifs pour surmonter les faiblesses identifiées et lui permettre de donner la pleine mesure de sa capacité contributive au développement local et national<sup>15</sup> :

- Au niveau des capacités, il s'agit de : i) encourager les capacités à construire et à conduire un projet associatif, et à développer la notion d'appartenance au sein des organisations ; ii) travailler à la mise en place de partenariats plus porteurs pour répondre aux limites des capacités de financement et fonctionnement, fragiles et aléatoires ; iii) parfaire les compétences dans les interventions, ainsi que la valorisation des changements induits ; v) renforcer les pratiques de mise en réseau, de construction d'alliances et de positionnement grâce à des postures clarifiées ; vi) dépasser les mécanismes de renforcement de capacités conventionnels, qui sont principalement cantonnés dans les approches-projets ; vii) renforcer la prise en compte du genre au sein des OSC (en terme de représentation, prise de décision, valeur, actions, etc.) et viii) impliquer davantage l'État.
- Au niveau du financement, il faut : i) favoriser l'accès à des informations fiables et pertinentes sur les flux financiers liés à la société civile, et promouvoir la transparence ; ii) renforcer la capacité de négociation de financements des OSC et discuter des possibilités de soutien national ; iii) revoir les modèles économiques des OSC pour les consolider et/ou trouver des alternatives ; et iv) capitaliser et partager les bonnes pratiques, sans hésiter à explorer de nouveaux potentiels.
- Au niveau organisationnel, il convient : i) d'optimiser les regroupements/dispositifs existants (et le positionnement en leur sein) grâce à l'explicitation des attentes de chacun ; ii) mener une réflexion (collective) autour de la question de la 'représentation' au sein de la société civile, et des qualités des

<sup>14</sup> <https://capacity4dev.europa.eu/library/feuille-de-route-pour-l-engagement-avec-la-societe-civile-au-benin-0>

<sup>15</sup> Cf l'étude « Profil Société civile-Bénin » 2022

représentants ; iii) revisiter et clarifier le positionnement de la Maison de la société civile, au service de toutes les OSC ; et iv) plaider pour de meilleures conditions de dialogue entre OSC et autorités publiques.

Enfin, il existe au Bénin, une « Maison de la société civile » plébiscitée par les Organisations de la société civile. Celle-ci est le creuset dans lequel doit s'arrimer les mécanismes d'appui et de financement à la société civile. C'est ce que cette action cherchera également à accomplir.

### 3.5. Logique d'intervention

L'action entend appuyer la société civile béninoise à être véritablement un acteur de gouvernance démocratique et de développement. Cela recoupe deux dimensions : à la fois être un acteur public crédible en mesure de faire entendre la voix des populations, incluant les groupes les plus à risque de se trouver en situation de vulnérabilité, comme les femmes ou les personnes en situation de handicap, et être un partenaire en mesure de répondre aux sollicitations du gouvernement et des partenaires. Pour cela, trois besoins principaux ont été identifiés et sur lesquels l'Union européenne fait valoir une valeur ajoutée : des canaux de dialogue avec l'État, un renforcement des compétences d'analyse et de plaidoyer, et des financements.

En ce qui concerne le dialogue avec l'État, s'appuyer sur les expériences existantes qui fonctionnent pour tenter la généralisation tant sur le plan des canaux de dialogue que des initiatives de prise en compte de la contribution des OSC à l'atteinte des ODD. L'action aspire aussi à appuyer et renforcer les initiatives des faîtières qui sont les acteurs légitimes au Bénin pour dialoguer avec l'État, permettent d'agir à la fois sur l'offre et la demande de redevabilité et d'inclusion. Si les mécanismes de veille citoyenne, de promotion de la bonne gouvernance des OSC et les initiatives de redevabilité mutuelle sont soutenus et accompagnés, alors une dynamique de culture de redevabilité mutuelle est promue. Cela suppose le maintien de la volonté affichée de l'État d'inclure les OSC dans l'élaboration et le suivi des politiques publiques et également le maintien de la liberté d'association au Bénin.

En ce qui concerne le renforcement de capacités des OSC, le renforcement de la Maison de la société civile comme centre de ressources au service des OSC permet d'assurer la durabilité de l'appui aux OSC car en effet, la MdSC sera alors en mesure d'assurer durablement cet appui en construisant son modèle économique autour des services rendus aux OSC. Cela suppose une acceptation des changements par les acteurs de la Maison de la société civile autour de la refonte du modèle et du positionnement de la MdSC.

En ce qui concerne le financement des initiatives portées par les OSC, la réflexion autour de la mise en place d'un fonds multi-bailleur permet de faire évoluer la dépendance des OSC envers les financements étrangers vers un modèle plus durable où la cohérence et la non-concurrence entre financements est assurée, qu'ils soient nationaux ou internationaux. Cela suppose l'alignement des différents bailleurs sur un même mode de fonctionnement en matière de financement de la société civile.

### 3.6. Matrice indicative du cadre logique

Résultats	Chaîne des résultats : Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs : (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (2029)	Sources de données	Hypothèses
<b>Impact indicatif de la politique</b>	La société civile béninoise est acteur de gouvernance démocratique et de développement à la fois acteur public crédible en mesure de faire entendre la voix des populations et acteur en mesure de répondre aux sollicitations des pouvoirs publics et des partenaires.	GERF 1.20 Score « Voix et Redevabilité » du Bénin pour l'Indicateur de Gouvernance mondiale de la Banque mondiale	37 (2022)	30	<a href="https://www.worldbank.org/en/publication/worldwide-governance-indicators/interactive-data-access">https://www.worldbank.org/en/publication/worldwide-governance-indicators/interactive-data-access</a>	<i>Non applicable</i>
<b>Réalisations attendues de la politique</b>	1. Le dialogue État-société civile a permis une meilleure transparence mutuelle et de déconstruire la méfiance mutuelle entre les autorités publiques et la société civile	GERF 2.29 Nombre de politiques gouvernementales (désagrégation par thématiques, avec un focus particulier sur la thématique du genre) élaborées ou révisées avec la participation d'organisations de la société civile (OSC) grâce au soutien de l'UE	0	2	Rapports de mise en œuvre	L'État a la volonté de généraliser les expériences de dialogue sectoriels. La société civile parvient à s'unir pour dialoguer avec l'État
	2. La Maison de la société civile (MdSC) est devenue un véritable centre de ressources au service des OSC	Nombre de membres adhérents de la MdSC (désagrégation par thématique d'action et géographique, et par sexe et personnes en situation de handicap)	1.551 (01/2024) données désagrégées à compléter	2000 cibles désagrégées à compléter	Rapports annuels de la MdSC Rapports de mise en œuvre	Le personnel et les dirigeants de la MdSC acceptent les changements nécessaires et assainissent leur mode de fonctionnement
		Disponibilité du taux d'utilisation des services offerts par la MdSC par les OSC	Non	Oui Avec désagrégation par thématiques d'action	Rapports annuels de la MdSC	
	3. Un mécanisme de financement pérenne de la société civile béninoise a été mis en œuvre de façon transparente et performante	GERF 2.28 Nombre d'organisations à base communautaire ayant bénéficié (ou atteint par) le soutien UE (désagrégation des OSC de promotion et protection des droits des femmes,	0	20	Documents de mise en place du fonds Contrats de subvention signés	L'État se montre plus volontariste dans la mobilisation du financement au profit de la société



Résultats	Chaîne des résultats : Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs : (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (2029)	Sources de données	Hypothèses
		OSC de jeunes, OSC ayant son siège en dehors de Cotonou, OSC de personnes en situation de handicap)				civile et les questions de conflictualité interne de la société civile sont résolues de façon satisfaisante
		Existence d'un fonds multi-bailleur pour le financement de la société civile béninoise	Non	Oui	Documents de mise en place du fonds	
Produits induits	1.1 Un mécanisme de dialogue structuré a été instauré entre les institutions publiques et la société civile au niveau national et au niveau local.	Nombre de plateformes de dialogue qui existent entre la société civile et l'État au niveau central (désagrégation par thématiques, avec un focus particulier dans les thématiques de genre, des droits humains et de l'inclusion des personnes en situation de handicap).	3 (2023)	10	Documents de mise en place de ces plateformes	L'État implique effectivement la société civile dans le dialogue sur les politiques et stratégies de développement tant au niveau de leur élaboration que de la mise en œuvre et du suivi
		Existence d'un mécanisme transparent de sélection des OSC pour la participation à ces plateformes	Non	Oui	Documents explicitant le mécanisme de sélection des OSC	
		Nombre de rencontres de dialogue ayant eu lieu dans le cadre de ces plateformes. Étendue de la participation des femmes et des organisations de droits des femmes dans le dialogue social (indicateur du Plan d'action de l'UE sur l'égalité des genres )	0	15	Compte rendus publiés sur la plateforme	
	1.2 Les capacités d'analyse et d'action collective de la société civile ont été renforcées.	Nombre d'actions de plaidoyers et de lobbying multi acteurs appuyés par l'action	0	6	Compte-rendu de rencontres de plaidoyer	
		Nombre de notes d'analyse de politiques publiques produites avec l'appui de l'action (désagrégation par thématiques, avec un focus particulier dans les thématiques de genre, des	0	6	Documents de plaidoyer	

Résultats	Chaîne des résultats : Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs : (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (2029)	Sources de données	Hypothèses
		droits humains et de l'inclusion des personnes en situation de handicap				
		Nombre de notes de position sur les politiques publiques faites par les OSC et réseaux d'OSC avec l'appui de l'action dans les secteurs prioritaires de l'UE	0	6	Documents de plaidoyer	
	1.3 Une culture de redevabilité mutuelle a été promue	Niveau de redevabilité	Limité	Modéré	Discours de représentants de l'État sur le sujet	Les puissances publiques (État et communes), les OSC et les autres parties prenantes acceptent de s'ouvrir à la redevabilité.
		Nombre de rapports de suivi de la mise en œuvre des obligations de l'État produites par les OSC avec l'appui du projet	S.O.	6	Documents de mise en place de mécanisme de suivi des engagements mis en place	
		Mesures dans laquelle l'État a pris des textes pour améliorer la mise en œuvre de ces obligations suite à la publication de ces rapports	N/A	Dans une mesure moyenne	Rapports de suivi de la mise en œuvre des obligations de l'État Documents étayant la réaction de l'État (lois, règlements, arrêtés, décrets, décisions)	
	2.1 La MdSC a développé son offre de services adapté aux besoins des OSC	Existence d'un vivier de formateurs/trices de la MdSC déployé sur l'ensemble du territoire national	Non	Oui	Liste à jour publié des formateurs/trices	Le personnel et les dirigeants de la MdSC acceptent les changements nécessaires et assainissent leur mode de fonctionnement
		Nombre de nouveaux services développés par la MdSC	S.O.	5	Liste publiée des nouveaux services	
		Nombre d'OSC ayant achetés au moins un service auprès de la MdSC (désagré par thématique d'actions et par lieu d'implantation du siège)	0	500	Rapport annuel de la MdSC Enquêtes auprès des membres de la MdSC	
	2.2 La MdSC a renforcé son rôle de coordination et de structuration de la société civile	Nombre de pools thématiques actifs sous le leadership de la MdSC	À compléter	8	Rapports annuels MdSC Enquêtes auprès des pools thématiques	Les OSC acceptent de développer leurs capacités d'action collective sous le leadership de la MdSC
		Nombre de plaidoyer porté par la MdSC au niveau des autorités centrales à la demande et construit avec les OSC	0	3	Compte-rendu de rencontres de plaidoyer	

Résultats	Chaîne des résultats : Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs : (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (2029)	Sources de données	Hypothèses
		Existence d'un document qui clarifie les relations entre pools thématiques et Cellule de participation citoyenne et cadre de concertation des OSC.	Non	Oui	Document de clarification des rôles entre Pools thématiques de la MdSC, CPC et CCOSC	
	2.3 La MdSC a développé un modèle économique durable	Taux de couverture des charges de fonctionnement de base de la MdSC par les services offerts	0 %	100%	Rapports financiers annuels de la MdSC	Le personnel et les dirigeants de la MdSC acceptent les changements nécessaires et assainissent leur mode de fonctionnement
		Existence d'un siège de la MdSC dont elle soit propriétaire	Non	Oui	Actes de propriété	
		Degré d'autonomie financière de la MdSC	Pas du tout	Significatif		
	3.1 Un mécanisme de financement a été mis en place	Nombre d'OSC qui ont réussi la vérification administrative étape 2 des appels à proposition lancés (désagrégation par thématique d'actions et par lieu d'implantation du siège)	S.O.	150		L'État se montre plus volontariste dans la mobilisation du financement au profit de la société civile et les questions de conflictualité interne de la société civile sont résolues de façon satisfaisante
		Nombre d'OSC qui ont dépassé une note moyenne de 70/100 lors de l'évaluation de la note complète lors des appels à proposition (désagrégation par thématique d'actions et par lieu d'implantation du siège)	S.O.	50		
	3.2 Un ancrage national d'un mécanisme de financement pérenne et multipartenaires a été recherché	Nombre d'appels lancés par le fonds multi bailleur	0	1	Lignes directrices de l'appel	L'État se montre plus volontariste dans la mobilisation du financement au profit de la société civile
		Nombre de bailleurs contributeurs du fonds	S.O.	3	Accords entre le gestionnaire du fonds et les bailleurs contributeurs	

## 4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

### 4.1. Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il **n'est pas envisagé** de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

### 4.2. Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **60 mois** à compter de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3. Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Sans objet.

### 4.4. Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union européenne pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'Union européenne<sup>16</sup>.

#### 4.4.1 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

L'action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Agence luxembourgeoise de Développement (LuxDev). L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : apport d'une approche innovante avec la mise à disposition de bonnes expériences ; dispositif souple et flexible de mise en œuvre, complémentarité avec d'autres actions de leur portefeuille ; garantie de l'appropriation nationale.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, l'action peut être mise en œuvre en gestion indirecte par une autre entité chargée de l'exécution. La mise en œuvre par cette entité de remplacement serait justifiée en raison des critères suivants : maintien de l'approche Équipe Europe, cohésion dans la mise en œuvre entre les trois objectifs, appropriation nationale.

Si l'entité susmentionnée est remplacée, la décision de remplacement devra être justifiée par une mise à jour de la décision.

#### 4.4.2. Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe raison de circonstances exceptionnelles

Subventions (gestion directe) :

- a) Objet de la ou les subvention(s) : les subventions contribueront à l'atteinte de l'ensemble des objectifs spécifiques :
  - OS1 : Le dialogue État - société civile permet une meilleure transparence mutuelle et de déconstruire la méfiance mutuelle entre les autorités publiques et la société civile, tout en intégrant l'approche basée sur les droits, la dimension de genre et tenant compte des personnes en situation de handicap ;
  - OS2 : La MdSC est un véritable centre de ressources au service des OSC ;
  - OS3 : Un mécanisme de financement pérenne de la société civile béninoise est mis en œuvre de façon transparente et performante.
- b) Type de demandeurs visés : Les demandeurs visés sont notamment des organisations non gouvernementales et de la société civile, des organisations internationales ou des fondations.

<sup>16</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

#### 4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI – Europe dans le monde).

#### 4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union européenne (EUR)
<b>Modalités de mise en œuvre</b> - cf. section 4.4	
Gestion indirecte avec LuxDev - cf. section 4.4.1	6 450 000
<b>Évaluation</b> — cf. section 5.2 <b>Audit</b> — cf. section 5.3	sera couvert par une autre décision
<b>Totaux</b>	<b>6 450 000</b>

#### 4.7. Structure organisationnelle et responsabilités

Un comité de pilotage sera mis en place par LuxDev comprenant notamment l'Union européenne, les cibles de l'action et les partenaires de mise en œuvre. Le Comité de pilotage devra pouvoir permettre l'observation et la participation ponctuelle d'acteurs externes mais ayant un intérêt dans le partage d'informations.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union européenne, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action et pourrait signer et s'associer à des déclarations communes, afin d'accroître la visibilité de l'Union européenne et sa contribution à l'action ainsi qu'assurer une coordination effective.

#### 4.8. Conditions préalables

Sans objet.

## 5 MESURE DES PERFORMANCES, SUIVI ET RAPPORTS

### 5.1. Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (produits et résultats directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

L'entité identifiée pour la mise en œuvre sera chargée de collecter, d'analyser et de suivre les données. Les enquêtes pourront être couvertes par la ligne audit-évaluation de l'action.

## 5.2. Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation à mi-parcours, une évaluation finale et une évaluation ex-post seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants dans le cadre d'un contrat avec la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera effectuée à des fins de résolution des problèmes et d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne en particulier pour faire un point d'étape vers la mise en œuvre d'un fonds multi-bailleur, et surtout d'analyse des évolutions du côté de la Maison de la société civile.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte particulièrement du contexte de gouvernance au Bénin et du processus inclusif associé.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Les partenaires chargés de la mise en œuvre collaboreront de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires. Dans ce cas, les évaluations devraient évaluer dans quelle mesure l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits de l'homme ainsi que sa contribution à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des femmes et à l'inclusion des personnes en situation de handicap. Une expertise en matière de droits de l'homme, de handicap et d'égalité des sexes devrait garantir au sein des équipes d'évaluation.

Le financement de l'évaluation sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

## 5.3. Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

# 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union européenne, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union européenne et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union européenne.

Cependant les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

- d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte-rendu efficaces des performances ;
- de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations) ;
- de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme :

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente : tous les contrats pour cette action